

Cap sur le travail et
la rémunération

Avril 2019 | Numéro 15

Portrait de l'emploi syndiqué
et de la présence syndicale au Québec

Par Marc-André Demers

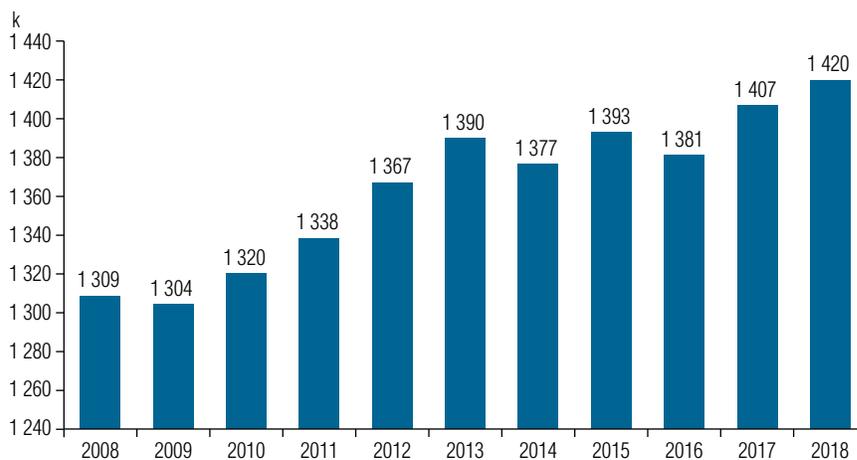
Cette capsule présente un portrait de la présence syndicale au Québec et de son évolution entre 2008 et 2018. On y apprend entre autres que :

- Au Québec, le taux de présence syndicale a légèrement diminué entre 2008 et 2018, alors que le nombre d'emplois syndiqués a augmenté.
- Le taux de présence syndicale est plus élevé chez les femmes que chez les hommes depuis 2016.
- L'emploi syndiqué a uniquement crû dans le secteur public.
- Le taux de présence syndicale du Québec demeure supérieur à celui de l'ensemble des provinces canadiennes et des États américains.

Dans le cadre de la Journée internationale des travailleurs, l'Institut de la statistique du Québec présente un portrait de l'évolution de l'emploi syndiqué et du taux de présence syndicale au Québec depuis les dix dernières années. À cet effet, des analyses sont faites selon diverses caractéristiques des travailleurs, de l'emploi et du milieu de travail (sexe, âge, scolarité, secteur d'appartenance, industrie, salaire horaire, région du Québec). Une comparaison du taux de présence syndicale au Québec avec les autres provinces canadiennes ainsi qu'avec les États américains¹ est également effectuée.

Figure 1

Emploi syndiqué au Québec, 2008-2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Plus de 1 400 000 emplois
syndiqués au Québec en 2018

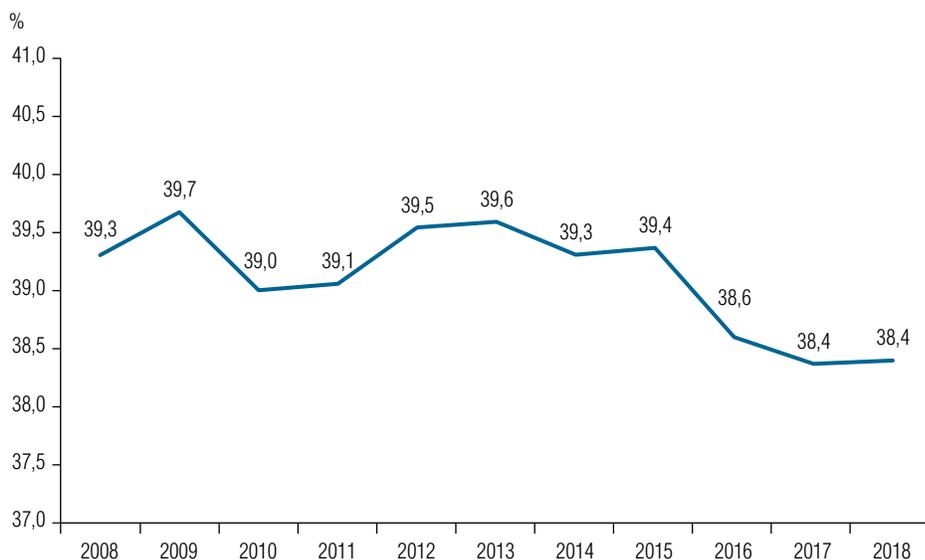
Entre 2008 et 2018, l'emploi syndiqué progresse au Québec. Il passe de 1 309 000 à 1 420 000 entre le début et la fin de la période, soit une hausse de 8,5 % (111 000). Cette croissance est cependant plus faible que celle de l'emploi non syndiqué qui a crû de 12,7 % au cours de la même période. La plus forte croissance de l'emploi syndiqué s'observe surtout au début de la période. En effet, ce type d'emploi croît de 81 000 entre 2008 et 2013 et de seulement 30 000 entre 2013 et 2018.

1. À l'exception des données américaines, l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada est la source de données utilisées dans cette publication.

Légère baisse du taux de présence syndicale

Au cours des dix dernières années, le taux de présence syndicale² s'est contracté d'environ 1 point de pourcentage, passant de 39,3 % en 2008 à 38,4 % en 2018. C'est vers la fin de la période que cette diminution s'opère. En effet, le taux de présence syndicale est égal ou supérieur à 39 % jusqu'en 2015. Depuis 2016, il passe sous la barre de 39 % et varie peu. Ce repli s'explique par le fait que la croissance de l'emploi syndiqué a été moins forte que celle de l'emploi non syndiqué durant cette période.

Figure 2
Taux de présence syndicale au Québec 2008-2018

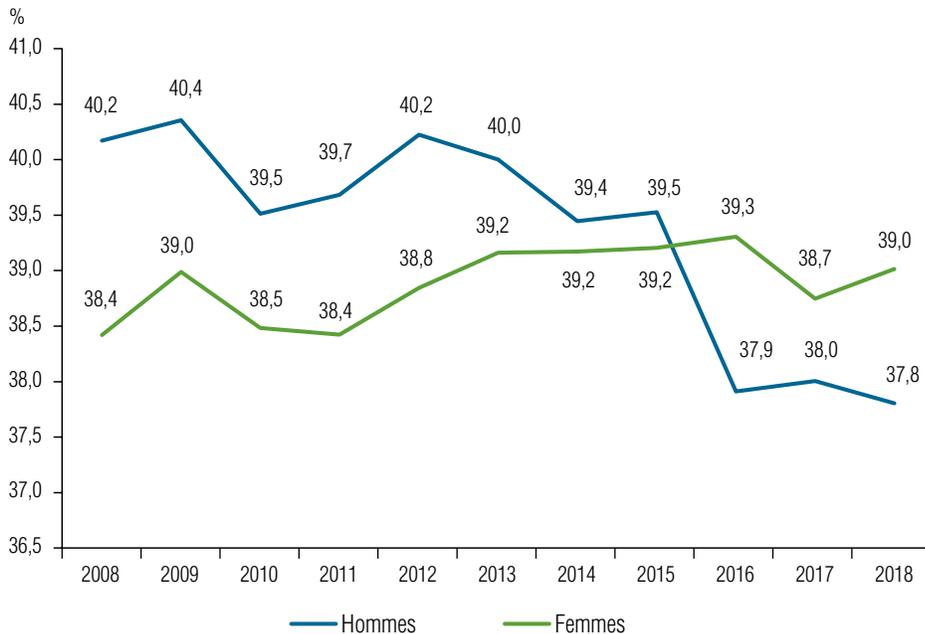


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le taux de présence syndicale est plus élevé chez les femmes depuis 2016

Depuis 2016, le taux de présence syndicale des femmes dépasse celui des hommes. En 2018, il s'élève à 39,0 % chez les Québécoises et à 37,8 % chez les Québécois, un écart d'environ 1 point de pourcentage. Le taux de présence syndicale des femmes a peu varié au cours de la période, oscillant entre 38,4 % et 39,2 %. Par contre, celui des hommes a baissé, passant d'environ 40 % en 2008 à 38 % en 2018.

Figure 3
Taux de présence syndicale au Québec selon le sexe, 2008-2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Voir définition en page 9.

Le taux de présence syndicale diminue principalement chez les personnes de 45 ans et plus

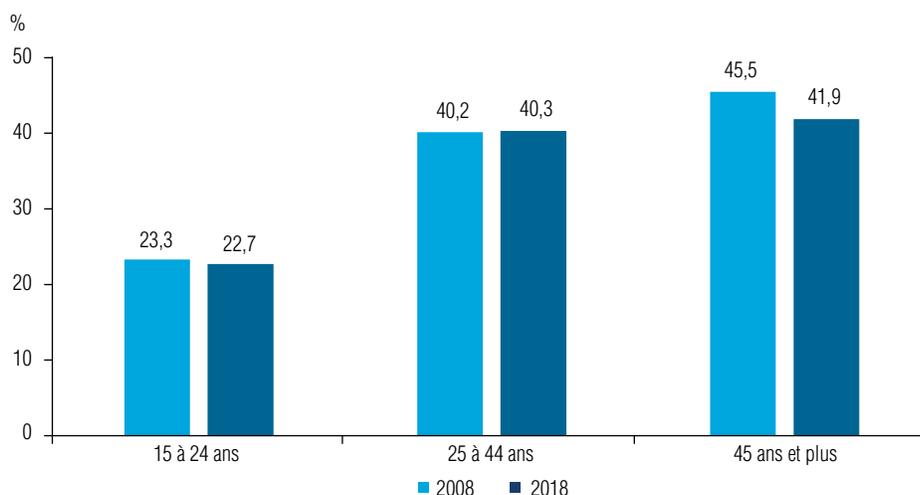
Entre 2008 et 2018, le taux de présence syndicale des personnes de 45 ans et plus passe de 45,5 % à 41,9 %, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage. Chez celles de 25 à 44 ans, il demeure stable à environ 40 %. L'écart entre ces deux groupes s'en voit donc réduit, passant de 5,3 points à 1,6 point. Chez les personnes de 15 à 24 ans, le taux de présence syndicale varie peu entre 2008 et 2018. À la fin de la période, c'est 22,7 % des travailleurs de 15 à 24 ans qui sont couverts par une convention collective. Ce groupe continue donc d'afficher une présence syndicale moins forte que les travailleurs plus âgés.

Diminution du taux de présence syndicale pour la plupart des niveaux de scolarité³

Entre 2008 et 2018, le taux de présence syndicale diminue pour tous les niveaux de scolarité, à l'exception des personnes ayant fait des études postsecondaires. Les diplômés universitaires enregistrent la plus forte baisse (-4,4 points). Le recul s'élève à 3 points chez les personnes avec un diplôme d'études secondaires et à 2 points chez les personnes sans un diplôme d'études secondaires. Du côté des personnes avec un diplôme d'études postsecondaires, le taux de présence syndicale varie peu et se fixe à 41,0 % en 2018. Par ailleurs, on constate que le taux de présence syndicale croît avec le niveau d'études. Le taux observé chez les moins scolarisés se situe à environ 28 % en 2018, comparativement à environ 34 % chez les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, et il grimpe aux alentours de 40 % chez les diplômés du postsecondaire et universitaire. Rappelons qu'en 2008, les diplômés universitaires affichaient un taux de présence syndicale plus élevé que les personnes avec un diplôme d'études postsecondaire.

Figure 4

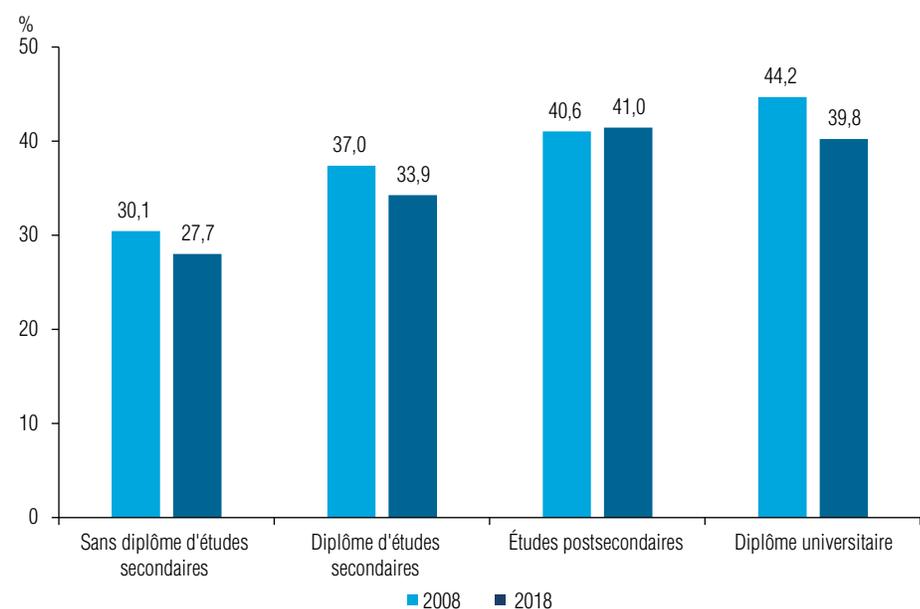
Taux de présence syndicale au Québec selon le groupe d'âge, 2008 et 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 5

Taux de présence syndicale au Québec selon le niveau de scolarité, 2008 et 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Les données sur les niveaux de scolarité indiquent le plus haut niveau d'études atteint.

Depuis les dix dernières années, l'emploi syndiqué croît uniquement dans le secteur public

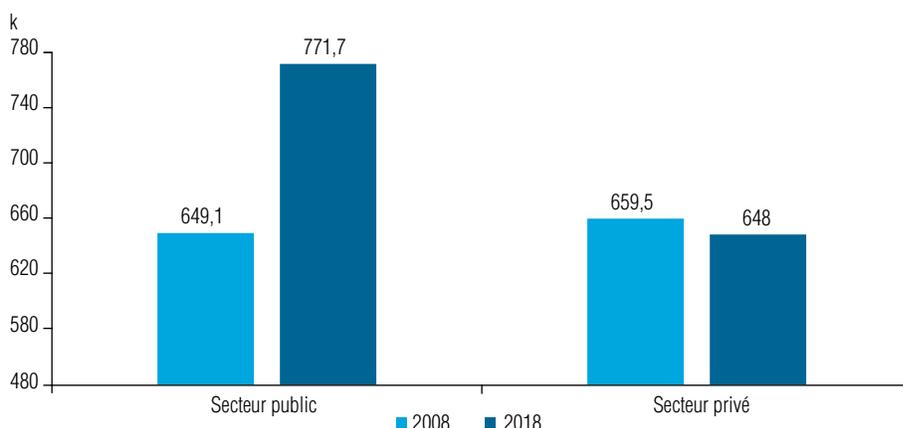
En 2008, on observe presque autant d'emplois syndiqués dans le secteur public (649 100) que dans le secteur privé (659 500). Toutefois, entre 2008 et 2018, l'emploi syndiqué augmente de plus de 120 000 dans le secteur public, alors qu'il diminue légèrement dans le secteur privé. De fait, l'emploi syndiqué, qui se répartissait en parts presque égales entre les deux secteurs en 2008, est plus présent dans le secteur public (54 %) que dans le secteur privé (46 %) en 2018.

Les industries des services publics, de la fabrication et de la construction enregistrent les plus fortes diminutions du taux de présence syndicale entre 2008 et 2018

La présence syndicale varie beaucoup d'une industrie à l'autre. En 2018, elle oscille entre 80,5 % dans les services d'enseignement et 6,9 % dans l'agriculture. Le taux de présence syndicale dépasse les 50 % dans au moins cinq industries, soit les services d'enseignement (80,5 %), les administrations publiques (78,1 %), les services publics (73,0 %), les soins de santé et l'assistance sociale (63,1 %) et la construction (54,5 %). À l'opposé, moins d'un employé sur dix est syndiqué dans les industries de l'hébergement et les services de restauration (7,6 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (7,2 %) et de l'agriculture (6,9 %).

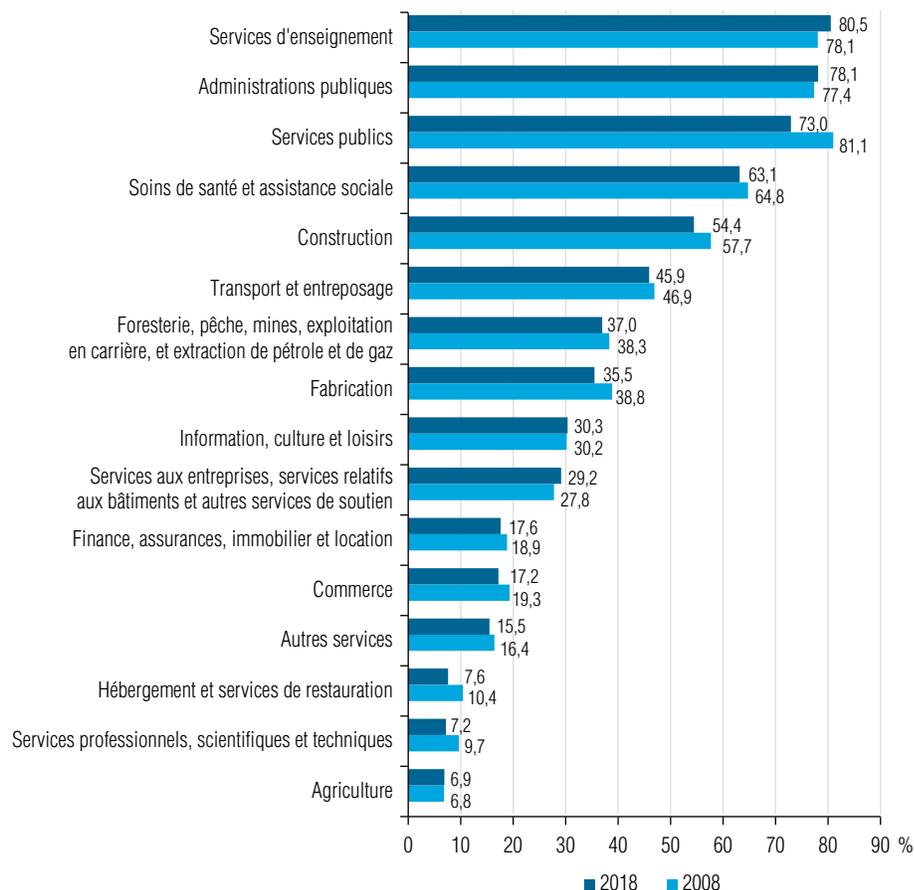
Comparativement à 2008, le taux de présence syndicale diminue d'au moins 2 points de pourcentage dans six industries, soit le commerce (-2,1 points), les services professionnels scientifiques et techniques (-2,5 points), l'hébergement et les services de restauration (-2,8 points), la construction (-3,3 points), la fabrication (-3,3 points) et les services publics (-8,1 points). À l'opposé, c'est seulement dans les services d'enseignement (+ 2,4 points) que le taux de présence syndicale augmente de plus de 2 points.

Figure 6
Emploi syndiqué dans le secteur public et dans le secteur privé au Québec, 2008 et 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 7
Taux de présence syndicale au Québec selon l'industrie, 2008 et 2018

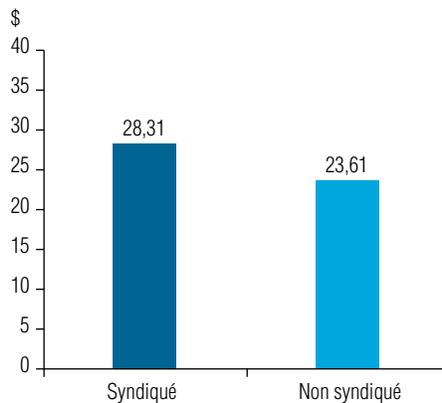


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les employés syndiqués maintiennent leur avantage salarial par rapport aux employés non syndiqués, malgré une croissance moins forte de leur rémunération horaire

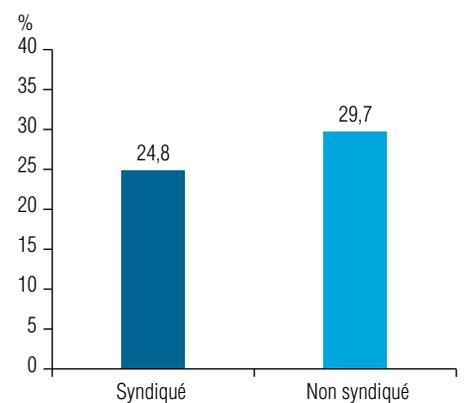
En 2018, le salaire horaire moyen des employés syndiqués est de 28,31 \$, alors que celui des non-syndiqués est de 23,61 \$, soit un écart d'un peu plus de 15 %. Comparativement à 2008, cet écart s'est toutefois un peu réduit. En effet, la croissance de la rémunération horaire moyenne a été plus rapide chez les non-syndiqués (+ 30 %) que chez les syndiqués (+ 25 %).

Figure 8
Salaire horaire des employés syndiqués et non syndiqués du Québec en 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 9
Croissance du salaire horaire des employés syndiqués et non syndiqués du Québec entre 2008 et 2018

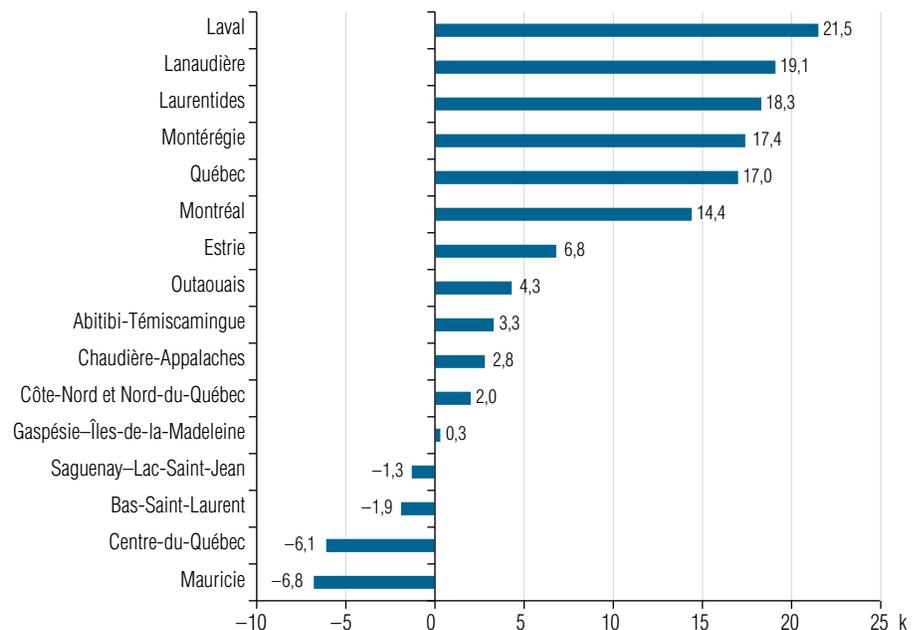


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La croissance de l'emploi syndiqué s'observe principalement dans la grande région de Montréal

Entre 2008 et 2018, l'emploi syndiqué est en croissance dans toutes les régions de la grande région de Montréal, soit Laval, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie et Montréal. Pour ces régions, il s'agit d'une hausse d'environ 91 000 emplois syndiqués. Ces régions comptent pour environ 60 % de l'emploi total du Québec, mais accaparent environ 80 % de la croissance de l'emploi syndiqué au cours de la période⁴. Avec la Capitale-Nationale, ces cinq régions sont les seules qui affichent une croissance de plus de 10 000 emplois syndiqués au cours de la période. À l'inverse, l'emploi syndiqué recule d'environ 6 000 dans le Centre-du-Québec et de 7 000 en Mauricie entre 2008 et 2018.

Figure 10
Variation de l'emploi syndiqué dans les régions du Québec entre 2008 et 2018



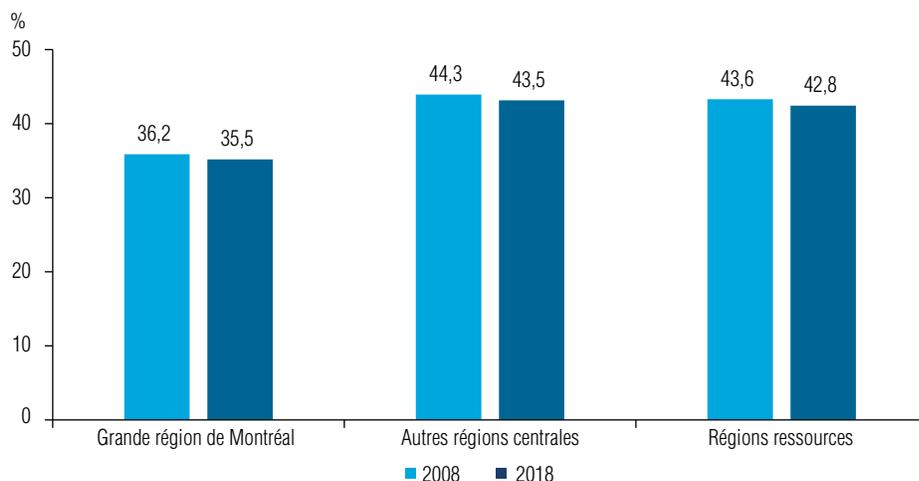
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Le même constat peut être émis pour l'emploi non syndiqué.

La grande région de Montréal continue d'afficher un taux de présence syndicale inférieur aux autres régions

En 2018, 35,5 % des emplois salariés de la grande région de Montréal sont syndiqués. Cette part est inférieure à celle observée dans les autres régions centrales (43,5 %) et dans les régions ressources (42,8 %). Comparativement à 2008, le taux de présence syndicale se contracte dans la grande région de Montréal, dans les autres régions centrales et dans les régions ressources. La diminution du taux de présence syndicale est similaire dans les trois régions, soit près de 1 point de pourcentage.

Figure 11
Taux de présence syndicale dans les trois grands regroupements régionaux du Québec, 2008 et 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le Québec demeure la province canadienne avec le taux de présence syndicale le plus élevé

À 38,4 %, le taux de présence syndicale au Québec est le plus élevé de toutes les provinces canadiennes. Il dépasse largement celui des trois autres provinces les plus peuplées du Canada, soit l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta, dont les taux se situent sous la barre des 30 % en 2018.

Par ailleurs, on constate que le recul du taux de présence syndicale observé entre 2008 et 2018 n'est pas unique au Québec (-0,9 point). En effet, un repli est également noté en Ontario (-1,6 point), en Colombie-Britannique (-1,9 point), en Saskatchewan (-1,5 point), au Manitoba (-2,6 points) et à Terre-Neuve-et-Labrador (-0,8 point).

Figure 12
Taux de présence syndicale selon la province, 2008 et 2018



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

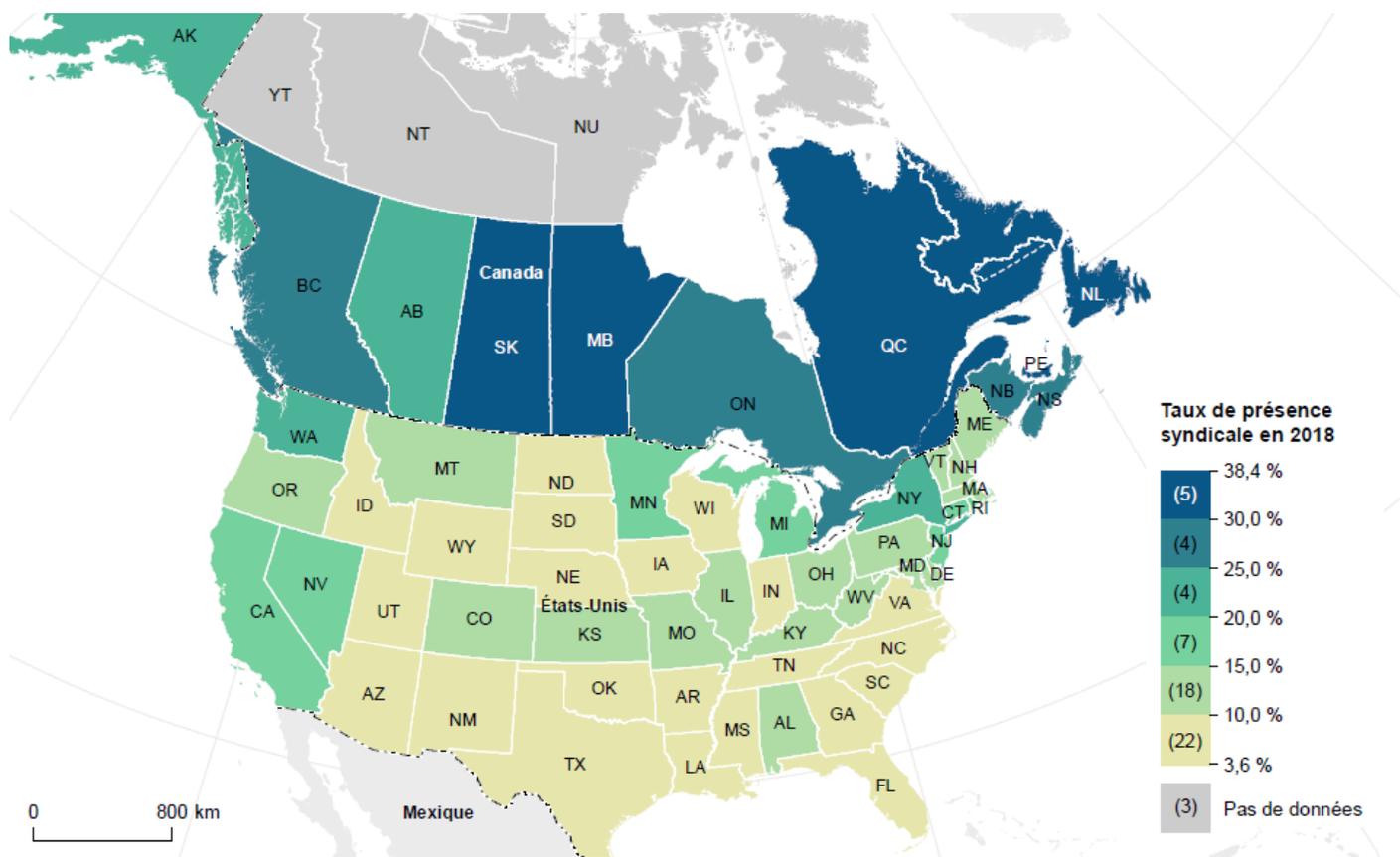
Le taux de présence syndicale au Québec dépasse aussi celui de tous les États américains

Outre le fait que le Québec se distingue des autres provinces canadiennes en regard du taux de présence syndicale, sa situation comparative avec les États-Unis le distingue davantage. En effet, le Québec affiche un taux de présence syndicale supérieur de 14 à 33 points

selon l'État américain comparé. Ainsi, les taux les plus élevés se situent dans seulement quatre États américains, soit l'Alaska (20,0%), Washington (20,5%), New York (24,1%) et Hawaii (24,3%). On compte sept États avec un taux de présence syndicale se situant entre 15% et 20%, dont la Californie (15,8%) qui est l'État le plus peuplé du pays. Par ailleurs, 18 États américains affichent un taux de présence syndicale compris

entre 10% et 15%, et 22 autres affichent un taux ne dépassant pas 10%. De ce dernier groupe, on retrouve entre autres le Texas (5,4%) et la Floride (6,8%) qui sont respectivement les deuxième et troisième États les plus peuplés des États-Unis.

Taux de présence syndicale au Québec, ailleurs au Canada et aux États-Unis, 2018



Note: Exclut Hawaii.

Sources: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; Bureau of Labor Statistics des États-Unis, *Current Population Survey*.

En somme...

Cette capsule offre un regard sur la présence syndicale au Québec et sur l'évolution de l'emploi syndiqué entre 2008 et 2018. Malgré un léger recul au cours des dix dernières années, une partie importante des employés salariés sont couverts par une convention collective, soit près de quatre travailleurs sur dix. Les employés détenant un grade universitaire et les personnes de 45 ans et plus affichent la plus forte baisse du taux de présence syndicale. En outre, le taux de présence syndicale est maintenant plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Par ailleurs, on constate que l'emploi syndiqué provient maintenant en majorité du secteur public. Parmi les industries, ce sont les services d'enseignement, les administrations publiques, les services

publics, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que la construction qui affichent les taux de présence syndicale les plus élevés. Comparativement à 2008, c'est dans la construction, la fabrication et les services publics que le taux de présence syndicale se contracte le plus fortement, alors qu'à l'opposé, c'est dans les services d'enseignement qu'il augmente le plus.

Les employés syndiqués continuent d'obtenir une rémunération horaire moyenne supérieure à celle des non-syndiqués, malgré qu'il ait augmenté moins rapidement chez les premiers au cours de la période.

La grande région de Montréal continue d'afficher un taux de présence syndicale moins élevé que celui des autres régions centrales et celui des régions ressources.

D'ailleurs, le taux de présence syndicale diminue du même niveau dans ces trois régions entre 2008 et 2018.

Le Québec demeure la province avec la plus forte présence syndicale. Même si on note une diminution de son taux de présence, celle-ci apparaît être est moins forte qu'en Ontario et qu'en Colombie-Britannique.

Enfin, quand on compare la présence syndicale au Québec avec celle aux États-Unis en 2018, on constate qu'elle demeure largement plus forte au Québec. En effet, aucun État américain n'affiche un taux de présence syndicale supérieur à 25 %. La grande majorité présente d'ailleurs un taux inférieur à 15 %, soit très loin de celui du Québec qui se situe à 38,4 %.

Définitions et sources de données

Emploi salarié (ou employé) : L'emploi dans le secteur public ou dans le secteur privé. L'emploi salarié exclut les travailleurs autonomes. Les employés salariés peuvent être syndiqués ou non.

Emploi syndiqué : Employés qui sont membres d'un syndicat et ceux qui ne sont pas membres, mais qui sont couverts par une convention collective ou par un contrat de travail négocié par un syndicat. Notons que la très forte majorité des employés couverts par une convention collective sont aussi membres d'un syndicat.

Taux de présence syndicale : Part de l'emploi syndiqué dans l'ensemble de l'emploi salarié.

Sans diplôme d'études secondaires : Personnes n'ayant pas obtenu un diplôme d'études secondaires.

Diplôme d'études secondaires : Personnes ayant obtenu un diplôme d'études secondaires.

Études postsecondaires : Personnes ayant complété ou non une formation en vue de l'obtention d'un certificat (incluant un certificat de métiers) ou d'un diplôme d'un établissement d'enseignement postsecondaire (incluant l'université). Cela comprend une école de métiers, une période d'apprentissage, un collège communautaire, un cégep, une école de sciences infirmières, etc. Sont également incluses les personnes qui ont obtenu un certificat ou diplôme universitaire de niveau inférieur au baccalauréat.

Diplôme universitaire : Personnes ayant obtenu au moins un baccalauréat à l'université.

Grande région de Montréal : Montréal, Montérégie, Laval, Lanaudière et les Laurentides.

Autres régions centrales : Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Outaouais.

Régions-ressources : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Abitibi-Témiscamingue, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord et Nord-du-Québec.

Sources de données : L'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada est la source de données utilisées dans cette publication pour les données canadiennes. Cette enquête de type ménage est réalisée mensuellement et est représentative de la population canadienne civile non institutionnalisée. Elle porte sur un échantillon d'environ 56 000 ménages (environ 10 000 au Québec) et permet d'avoir des données fiables et à jour sur le marché du travail. Les données de l'EPA sont recueillies par province suivant un plan de sondage avec renouvellement de panel. Les ménages sélectionnés demeurent dans l'échantillon pendant six mois consécutifs. Mentionnons qu'aucun test de différence de proportions n'a été effectué lors de l'analyse.

Quant aux données portant sur les États-Unis, elles proviennent du Current Population Survey (CPS) du Bureau of Labor Statistics. Comme pour l'EPA, il s'agit d'une enquête auprès de ménages (environ 60 000). Ces deux enquêtes sont très semblables, malgré certaines différences conceptuelles. Il convient de préciser que la population visée est celle des 15 ans et plus dans l'EPA, mais des 16 ans et plus dans le cas du CPS.

Notice bibliographique suggérée :

DEMERS, Marc-André (2019). « Portrait de l'emploi syndiqué et de la présence syndicale au Québec », *Cap sur le travail et la rémunération*, [En ligne], n° 15, avril, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/bulletins/cap-remuneration-201904-15.pdf]

Numéros déjà parus

Bulletin - Cap sur le travail et la rémunération

14	Les régimes de retraite offerts dans les entreprises de 200 employés et plus : résultats de la collecte 2017 de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec	Février 2019
13	Heures travaillées au Québec, aux États-Unis et ailleurs au Canada en 2017	Janvier 2019
12	Les heures régulières de travail dans les entreprises de 200 employés et plus en 2016 : résultats tirés de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec	Octobre 2018
11	Comparaison du revenu d'emploi médian des femmes et des hommes au Québec en 2015 : analyse par profession	Juin 2018
10	L'emploi au salaire minimum au Québec	Avril 2018
9	Portrait des jeunes Québécois sur le marché du travail en 2016	Décembre 2017
8	Les travailleurs rémunérés à moins de 15 \$ l'heure au Québec et au Canada	Avril 2017
7	Surqualification et compétences utilisées en situation de travail : les travailleurs surqualifiés sont-ils toujours perdants ?	Avril 2017
6	La croissance salariale chez les syndiqués des administrations québécoise et municipale de 2000 à 2015	Mars 2017
5	Dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus, les femmes occupant des professions exigeant une formation universitaire, collégiale et secondaire sont en moyenne moins bien rémunérées que les hommes	Mars 2017
4	Portrait historique des parents québécois sur le marché du travail	Novembre 2016
3	Comment ont évolué l'emploi à bas salaire et celui mieux rémunéré au Québec chez les travailleuses et les travailleurs ?	Avril 2016
2	Portrait de la situation des Québécoises sur le marché du travail au cours des 35 dernières années	Mars 2016
1	Entre la retraite et la poursuite de la vie active : les trajectoires incertaines des travailleuses et des travailleurs plus âgés au Québec compte tenu de leur qualité de l'emploi et leur situation personnelle	Février 2016

Ce bulletin est réalisé par la Direction des statistiques du travail et de la rémunération.

Ont collaboré à la réalisation : Isabelle Jacques, mise en page
Esther Frève, révision linguistique
Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements : Marc-André Demers
Analyste en statistiques du travail
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, 4^e étage
Montréal (Québec) H3B 4J8
Téléphone : 514 876-4384 (poste 6212)
Télécopieur : 514 876-1767
Courriel : marc-andre.demers@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2019
ISSN 2369-890X (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2016

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
personnelle est interdite sans l'autorisation
du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm